

L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 26 septembre 2016

À quand un coup de chaud social, cette fois tous ensemble, contre les licenciés ?

Samedi dernier à Belfort, avec l'opération « ville morte », toute la population a exprimé sa solidarité avec les salariés du groupe Alstom dont la direction a annoncé la fermeture du site. Les commerçants ont baissé leur rideau en « soutien aux Alsthommes » tout en dénonçant les ravages d'une telle fermeture pour la ville. Mais c'est partout dans le pays que les plans de suppressions d'emplois se succèdent, chez SFR, Philips, Servier, Gefco, HSBC et tant d'autres.

Le patronat à l'offensive

Dernière annonce en date : les 220 salariés du lunetier Logo, dans le Jura, sont menacés de licenciement depuis la décision de LVMH de ne plus leur passer de commandes. LVMH, multinationale spécialisée dans le luxe, ne rencontre bien évidemment aucune difficulté économique, mais recherche des sous-traitants toujours moins chers.

C'est la même chose pour Alstom : avec un carnet de commandes de 30 milliards d'euros et des contrats décrochés partout dans le monde, le groupe est florissant.

En réalité, après avoir été confronté à quatre mois de mobilisations contre la loi Travail, le patronat repasse à l'offensive. En fermant un site emblématique, Alstom met la pression sur tous les travailleurs du groupe pour bien leur faire comprendre qu'ils sont tous menacés.

Rien à attendre du gouvernement

L'annonce d'Alstom a fourni au gouvernement l'occasion de se mettre en scène. Comme si les travailleurs avaient quelque chose à attendre de ceux qui ont cautionné la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois ou des hauts fourneaux de Florange en Lorraine, après avoir clamé que c'était intolérable ! La prétendue « solution industrielle » du gouvernement, c'est d'arroser toujours plus les capitalistes d'argent public, pas de défendre l'intérêt public.

Leurre des nationalisations... et du nationalisme !

Comme la présidentielle n'est pas loin, tous ceux qui espèrent récupérer la place encore chaude y vont de leur démagogie nationaliste. À commencer par Marion Maréchal-Le Pen, dont l'injonction à la SNCF de ne pas commander au groupe canadien

Bombardier des trains TER, mais d'acheter franco-français, conduirait par exemple à fermer l'usine de Crespin dans le Nord, où 2 000 salariés de Bombardier produisent les trains en question !

Dans une économie mondialisée, les capitalistes ont compris que leur seule patrie était leur portefeuille. Mais on voudrait leurrer les travailleurs avec les vertus du « patriotisme économique ».

Mélenchon, lui, ne veut pas que le gouvernement « *prive la France de conglomerats puissants, fleurons technologiques et industriels* ». Pour être au service de multinationales dont les ministres se font les VRP dans le monde ? C'est pourquoi il préconise la nationalisation d'Alstom. Mais les nationalisations n'ont jamais mis un frein aux suppressions d'emplois. Les capitalistes ne sont du reste pas contre, du moment qu'elles consistent à renflouer des entreprises grâce à l'argent de l'État, pour ensuite les privatiser lorsqu'elles sont à nouveau rentables.

Les licenciés, les destructeurs d'emplois, ne reculeront que face à la force des travailleurs

Il est donc urgent de se coordonner face aux attaques, dans tous les secteurs concernés par les suppressions d'emplois. Y compris dans les services publics comme la Poste, les hôpitaux ou la SNCF.

Les 9 000 salariés d'Alstom sont appelés ce mardi à la grève et à se retrouver à Saint-Ouen, au siège du groupe. Il y aura d'autres occasions de se rassembler et de faire converger nos luttes, face à une situation qui concerne de fait l'ensemble des salariés.

La classe ouvrière doit reprendre l'offensive débutée au printemps dernier. Nous n'avons pas gagné la première manche, mais une deuxième manche se profile, pour imposer notre droit à vivre dignement.

Maintenant à qui le tour ?

Incident au Ferrage, B3, équipe 12, jeudi dernier en début de poste. Un ouvrier avait un appareillage au cœur. Il venait de se faire opérer. Rentré en début de semaine d'une longue absence, la direction l'a mis 2 jours plus tard aux portes arrière de la C3. Un poste inadapté où il y a des interférences magnétiques : l'appareillage au cœur a dysfonctionné. Le collègue s'est retrouvé à l'hôpital et a failli y passer.

La direction n'avait pas fait de fiches d'aptitude à ce poste. Elle se contrefiche de notre santé et porte donc toute la responsabilité de l'accident.

Ça sent le GAS à EVN

Mardi 20, en début d'équipe C, la direction avait prévu un briefing avec tous ceux d'EVN pour revenir à la charge afin qu'ils acceptent d'échanger leur CDI PSA contre un CDD de 3 ans à Gefco-GAS (Gefco Automotive Service) pour trois fois rien. Tout le gratin (RG, RF, DRH, etc.) s'est retrouvé le bec dans l'eau : les salariés d'EVN ne sont pas venus.

Les précédentes propositions, toutes « verbales », n'avaient visiblement pas suscité l'enthousiasme.

Keep coule !

Montage B2, équipe C, ça fait un petit moment qu'il manque 10 à 15 véhicules à la fin de toutes les séances. Une seule cause : les départs successifs des collègues. Les remplaçants ne connaissent pas les postes, même les RU qui remplacent les absents.

Pas de raison de se fatiguer. Si la direction voulait que les véhicules sortent, elle embaucherait du monde pour les fabriquer.

Picsou ? Présent !

La direction du groupe PSA veut mettre en pratique le volet du NCS 2 concernant la prime d'intéressement. Il est prévu que le versement de cette prime dépende pour moitié du temps de présence du salarié. Déjà que cette prime est variable, ne remplace pas une vraie augmentation de salaire et ne compte pas pour la retraite, elle pénaliserait encore plus les congés seniors et les salariés usés au travail qui subissent des arrêts maladies.

Sauver les emplois ? Non, seulement les licenciés

À « L'Émission politique » de France 2, le 22 septembre, Arnauld Montebourg, interrogé par un ouvrier de PSA Poissy à propos de la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois fin 2013 (alors qu'il était ministre du Redressement productif), a répondu : « L'État est entré dans le capital. Nous n'avons pas pu sauver Aulnay mais nous avons sauvé Peugeot ».

En clair : on n'a pas sauvé les ouvriers, on a juste sauvé ceux qui les licencient et les exploitent. C'est à ça que ça sert l'intervention de l'État : aux frais du contribuable !

Renault, Peugeot, même combat !

Dans le groupe Renault les « négociations » pour un nouvel accord de compétitivité viennent de commencer. Le précédent accord devait « maintenir les sites ». Bilan : 8 000 postes perdus (- 21 %) en 3 ans, l'équivalent de 3 fermetures d'usines, l'explosion du nombre d'intérimaire, de la flexibilité et des conditions de travail dégradées.

Avec en 2016 un PDG qui touche 20 000 € par jour pour diriger Renault (et 24 000 € pour Nissan), un conseil d'administration (hors PDG) qui s'est augmenté de 65 % en 3 ans. Seule l'unité entre les travailleurs de PSA, de Renault (CDI et intérimaires, ou prestataires) permettra d'améliorer notre sort.

Valeo : des accords compétitivité répugnants

La direction de l'équipementier automobile Valeo, Angers, annonce un accord compétitivité pour faire passer tous les ouvriers de production (800 dont 300 intérimaires) à 40 heures, en échange de... 13 jours de RTT. Selon la CGT et FO, ça équivaut à offrir au patron 136 heures de travail par an et par salarié.

Les ouvriers ont débrayé pendant une heure en masse. Et pour cause : le groupe affiche 729 millions de bénéfices nets (+ 30 %), et a supprimé depuis sept ans, 5 000 emplois dans le monde dont 1 600 en France. Depuis, la direction a renoncé aux plans de licenciements massifs, mais a multiplié les accords compétitivité qui ont exactement le même effet.

Fais ton travail, on appellera les pompiers ensuite

En février dernier, une factrice de Villeneuve d'Ascq en CDD est venue travailler malade, sous la pression de son chef. La douleur persistant, elle a alerté sa hiérarchie à plusieurs reprises. Mais il a fallu qu'un représentant syndical insiste longuement pour que les secours soient appelés. Résultat, la factrice était en train de faire un AVC, qui a laissé des séquelles et aurait pu être pire si elle avait fini sa journée comme l'exigeait la direction.

La direction a suspendu le représentant syndical et porté plainte pour harcèlement contre lui, ce qui lui a valu 30 heures de garde-à-vue !

Le comble de l'hypocrisie

Marine Le Pen et une brochette de candidats de droite à la future présidentielle étaient présents à la cérémonie organisée par Hollande de « reconnaissance de la responsabilité de la France » dans l'abandon des Harkis au lendemain de la guerre d'Algérie. Élection présidentielle oblige : les harkis survivants, ou leurs enfants, sont électeurs.

Mais ni Hollande, bien sûr, ni les journalistes à la télévision n'ont rappelé les crimes de la France dans cette guerre coloniale qui a fait près d'un million de morts en Algérie, et où elle a entraîné ces hommes, surnommés les Harkis, pour combattre leurs frères.